dossier original pour le bénéficiaire : Mairie de Puyravault

PRÉFET MARITIME DE L'ATLANTIQUE

ARRÊTÉ N° 2011/ 22

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA VENDÉE

ARRÊTÉ N°2011-DDTM-507

DIVISION ACTION DE L'ETAT EN MER

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DE LA VENDÉE

DÉLÉGATION À LA MER ET AU LITTORAL

Service gestion durable de la mer et du littoral
Unité gestion patrimoniale du domaine public maritime

dossier suivi par :
Cécile CORABOEUF
02.51.23.56.90

REÇU LE
11 JUIL. 2011
MAIRIE de PUYRAVAULT

Arrêté inter préfectoral
autorisant l'occupation temporaire du Domaine Public Maritime naturel de l'État
pour une zone de mouillages et d'équipements légers
au lieu-dit « Porte de l'Épine »
sur le territoire de la commune de Puyravault
accordée à ladite commune

Le préfet maritime de l'Atlantique,
Commandeur de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les articles L 2122-1, L 2124-1 et L 2124-5,

Vu le Code du Domaine de l'État, notamment les articles R 152-1, R 53 et R 55,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 321-1, L 321-2, L 321-5, L 321-9, et L. 216-6,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1, L 2212-3 et L 2212-4, et l'article L. 2213-23,

Vu le Code Pénal, notamment son article R 610-5,

Vu le Code des Transports, notamment son article L 5242-2,

Vu le décret n° 91-1110 du 22 octobre 1991, modifié, relatif aux autorisations d'occupation

temporaire concernant les zones de mouillages et d'équipements légers sur le domaine public maritime,

Vu le décret n° 96-613 du 9 juillet 1996, modifié, portant création de la réserve naturelle de la Baie de l'Aiguillon (Vendée) et notamment son article 17,

Vu le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

Vu le décret du 9 juin 2008 portant affectation et élévation aux rang et appellation de général d'armée, affectation et élévation aux rang et appellation de général de corps d'armée, élévation aux rang et appellation de général de corps d'armée, élévation aux rang et appellation de vice-amiral d'escadre, affectation et promotion au grade de général de division, promotion et nomination dans la 1ère et la 2ème section et affectation d'officiers généraux,

Vu le décret du 21 janvier 2010 portant nomination du Préfet de la Vendée – M. Jean-Jacques BROT,

Vu l'arrêté n° 2001/63 du 14 septembre 2001 du préfet maritime de l'Atlantique, réglementant le mouillage d'engins dans les eaux de la Manche occidentale et de l'Atlantique et donnant délégation permanente de signature au directeur départemental des Affaires Maritimes afin d'instruire et accorder les autorisations de mouillages demandées, abrogé par l'arrêté n° 2010/06 du 18 février 2010 du préfet maritime de l'Atlantique,

Vu l'arrêté n° 2010/07 du 18 février 2010 du préfet maritime de l'Atlantique réglementant le mouillage d'engins dans la mer territoriale française et les eaux intérieures relevant de la compétence du préfet maritime de l'Atlantique,

Vu la délibération du 20 mars 2008 du conseil municipal de la commune de Puyravault et vu la demande présentée le 14 avril 2008 ainsi que les compléments de dossier fournis les 29 septembre 2009, 9 octobre 2009, 15 février 2010 et 22 décembre 2010 par le Maire de Puyravault sollicitant d'organiser une zone de mouillages et d'équipements légers sur le Domaine Public Maritime sur la commune de Puyravault au lieu-dit « Porte de l'Épine »,

Vu la renonciation le 15 avril 2009 de la commune de Sainte-Radégonde-des-Noyers à exercer son droit de priorité (suite à l'avis du conseil municipal du 20 mars 2009),

Vu l'avis favorable du 28 avril 2009 et l'avis du 1er décembre 2010 du comité consultatif de la réserve naturelle nationale de la Baie de l'Aiguillon,

Vu l'avis favorable du 31 décembre 2009 de M. le sous-préfet de Fontenay-le-Comte,

Vu l'avis du 12 janvier 2010 du chef du service connaissance des territoires et évaluation pour M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL),

Vu l'avis favorable du 24 décembre 2009 du directeur départemental des Affaires Maritimes de Vendée,

Vu l'avis favorable du 23 février 2010 de la commission nautique locale (prévue par arrêté préfectoral n° 01-2010-DML du 20 janvier 2010)

Vu l'avis du 22 décembre 2010 de M. ROY, maire de la commune de Puyravault, au titre de la police du maire,

Vu l'avis le 15 février 2010 du directeur général adjoint, directeur des infrastructures routières et maritimes (DIRM) pour M. le président du conseil général du département de la Vendée,

Vu l'avis du 22 décembre 2009 de l'architecte des bâtiments de France (ABF) et l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) en date du 21 janvier 2010, (avis favorable avec demande de complément de dossier pour l'aménagement global des accès au site à soumettre à l'ABF) et l'extrait de compte rendu CDNPS en date du 22 mars 2010,

Vu l'avis du 17 février 2010 et la décision du Responsable du Service France Domaine pour le directeur départemental des finances publiques fixant le montant de la redevance domaniale,

Vu l'avis du gestionnaire du domaine public maritime du 14 mars 2011 clôturant l'instruction du dossier,

Vu le plan annexé,

Étant donné la présence antérieure des installations par rapport à la création de la réserve naturelle et considérant qu'il n'y a pas d'atteinte portée à l'environnement, et, compte tenu que les travaux à réaliser seront limités à la rénovation de quelques uns des pontons, l'absence de nécessité d'enquête publique a été décidée par la commission départementale de la nature, des sites et des paysages du 21 janvier 2010,

CONSIDERANT la nécessité d'autoriser l'organisation d'une zone de mouillages et d'équipements légers occupée par des mouillages individuels préexistants en ce lieu, pour contribuer à un meilleur développement et à une meilleure gestion du plan d'eau dans un souci de sécurité en cohérence avec les impératifs de la réserve naturelle nationale de la Baie de l'Aiguillon,

CONSIDERANT que l'organisation du mouillage des navires est compatible avec les autres activités maritimes exercées le long du littoral de la Commune de Puyravault et que cette organisation répond à la nécessité d'assurer la sécurité de tous les usagers de la mer,

CONSIDERANT que le projet présenté par la commune de Puyravault est conforme aux règles législatives et réglementaires relatives à la protection de l'environnement et compatible avec les documents d'urbanisme en vigueur sur son territoire,

Considérant les éléments du dossier et les avis ci-dessus référencés des autorités administratives concernées,

Sur proposition du chef du service gestion durable de la mer et du littoral en charge de la gestion du domaine public maritime de l'État en Vendée,

ARRÊTENT

ARTICLE 1ER – BÉNÉFICIAIRE ET NATURE DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE (AOT) DU DOMAINE PUBLIC MARITIME:

L'autorisation d'occuper temporairement une dépendance du domaine public maritime (DPM) naturel de l'État sur le littoral de la commune de Puyravault, est accordée à la commune de Puyravault, en vue d'aménager, d'organiser et de gérer une zone de mouillages et d'équipements légers destinée à l'accueil et au stationnement des navires de plaisance, suivant le plan annexé et les conditions ci-après énoncées.

L'aménagement sommaire admis sans bitume ni ciment pour le cheminement piétonnier d'accès des usagers jusqu'aux appontements sera conçu pour permettre le retour du site à l'état naturel et aménagé en concertation avec les services du Parc Inter Régional du Marais Poitevin et avec le conservateur de la Réserve Naturelle Nationale de la Baie de l'Aiguillon.

Inondable d'après la topographie des lieux, le niveau « altimétrique » du cheminement ne devra pas être ré-haussé.
Les constructions de remblais ne devront pas non plus perturber le fonctionnement hydraulique du site.
La digue de défense contre la mer dite « digue de la Prise » pourra être aménagée de façon naturelle avec des végétaux de type graminées.

Selon l'ampleur, la nature et le coût total des travaux envisagés sur ce site classé en zone ND L. 146-6 au titre du code de l'urbanisme, d'autres autorisations seront à solliciter ou bien des déclarations dites « loi sur l'eau » seront à faire en supplément de la présente autorisation auprès des autorités compétentes pour les travaux en milieu maritime et / ou en milieu humide.

La présente autorisation n'emporte octroi d'aucun droit réel au sens des articles L. 2122-6 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 2 – DÉLIMITATION DE LA ZONE ET CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT :

La zone de mouillages et d'aménagements légers, représentée sur le plan annexé, est située au lieu-dit «Porte du canal de l'Épine » sur la commune de Puyravault, en limite de cette commune et de celle de Sainte Radégonde des Noyers, dans le périmètre de la réserve naturelle de la Baie de l'Aiguillon et du Marais Poitevin.

Cette zone comporte au maximum 44 mouillages autorisés par amarrage à 22 estacades en bois démontables.
Elle représente une superficie de 3800 m² avec une emprise sur l'eau qui est d'une longueur de 190 mètres en rive ouest de l'étier de l'Épine et d'une largeur de 20 mètres sur les relais de mer à compter de la rive de l'étier.
S'y ajoute une emprise sur le DPM naturel à terre d'une longueur de 200 mètres et d'une largeur de 1,5 à 2 mètres maximum au droit des estacades d'appontements à partir de la berge d'étier pour la réalisation d'un cheminement piétonnier submersible.

Le cheminement d'accès, exclusivement réservé aux usagers piétons, sera limité au droit de chaque appontement et ne devra pas dépasser leur largeur. Il sera réalisé avec des matériaux d'origine naturelle : par exemple avec des coquillages concassés posés sur un géotextile également en matière naturelle, sur une couche d'épaisseur suffisante pour constituer un cheminement.
L'ensemble des matériaux constituant le cheminement piétonnier devra être préalablement agréé par

le conservateur de la réserve naturelle.

Coordonnées géographiques : référence spatiale NTF - Lambert II étendu

N° de ponton	Coordonnées en X	Coordonnées en Y
1.	334 225	2 153 345
2.	334 231	2 153 350
3.	334 235	2 153 355
4.	334 241	2 153 361
5.	334 245	2 153 368
6.	334 250	2 153 374
7.	334 258	2 153 383
8.	334 262	2 153 391
9.	334 265	2 153 398
10.	334 268	2 153 407
11.	334 271	2 153 412
12.	334 274	2 153 418
13.	334 278	2 153 427
14.	334 282	2 153 435
15.	334 286	2 153 442
16.	334 291	2 153 450
17.	334 294	2 153 457
18.	334 297	2 153 462
19.	334 302	2 153 469
20.	334 305	2 153 476
21.	334 312	2 153 481
22.	334 316	2 153 486

Prescriptions balisage :
Aucun balisage spécifique n'est envisagé à l'entrée du chenal afin d'éviter une sur fréquentation jugée préjudiciable tant à l'avifaune qu'à la navigation en ces lieux.
Aucun balisage supplémentaire ne sera implanté dans le chenal car l'accès demeurera possible seulement à marée haute pour les navires équipés d'un sondeur.

Autres prescriptions :
L'accès à la zone de mouillages se fera à pied côté terre et par voie maritime en remontant l'étier à marée haute depuis la Sèvre Niortaise jusqu'à la porte du Canal de l'Épine.
Cette zone d'occupation autorisée sur le DPM ne sera équipée d'aucun système d'alimentation ni en eau ni en électricité.
Aucun des travaux et équipements réalisés ne doit entraîner l'affectation irréversible du site.
Le milieu devra être préservé en évitant toute remise en suspension de matériaux dans l'étier.
L'impact des travaux d'aménagement de la zone de mouillages sur le patrimoine naturel sera

surveillé et soumis à évaluation.

Le bénéficiaire de l'autorisation devra se conformer aux réglementations en vigueur et notamment aux dispositions du code de l'environnement, dont celles de l'article L. 321-9, au règlement de la réserve nationale naturelle de la Baie de l'Aiguillon ainsi qu'aux consignes des agents chargés de faire respecter ce règlement.

Conditions d'aménagement de la zone :

a) État initial des équipements :

•les équipements de mouillage et d'accostage sont à la charge des plaisanciers
•le stationnement des annexes et remorques n'est pas autorisé sur la zone ni dans la réserve naturelle
•les pontons d'amarrage en état de vétusté et présentant un risque pour la sécurité devront être retirés et remplacés dans les meilleurs délais.

b) Amortissements :

Le bénéficiaire doit indiquer les investissements réalisés pouvant donner lieu à amortissements.

ARTICLE 3 – FONCTIONNEMENT DE LA ZONE :

a) - Vocation et activités de la zone concernée :

Ces mouillages sont exclusivement destinés à l'accueil et au stationnement des navires de plaisance ou des navires de loisirs de pêche et promenade en mer, à vocation non professionnelle, de dimensions inférieures à 8 mètres de long hors tout sur 3,50 mètres de large au maximum quel que soit leur tirant d'eau.
Les dériveurs et multicoques sont interdits.
La vitesse de navigation sera limitée à 3 nœuds.

b) - Impératifs de sécurité des personnes et des biens, notamment du point de vue de la navigation :

Les dispositifs de mouillage devront être réalisés de façon telle que, quels que soient les vents et les courants, les navires ne risquent pas de causer de gêne ou de dégât aux uns ou aux autres.
Les engins de sauvetage nautique devront pouvoir accéder à la zone de mouillages.
Des moyens de sauvetage pour faire face au risque de noyade doivent être prévus en nombre suffisant au droit des estacades avec un point d'équipement situé au minimum à chaque extrémité de la zone.

c) - Contraintes relatives à la qualité des eaux :

Il est interdit de jeter à l'eau des décombres, des ordures ou des liquides de nature insalubre ou polluante susceptibles de nuire à la qualité des eaux et des fonds avoisinants. Les travaux nuisibles et dépôts de déchets, ainsi que tout rejet de polluants sur la grève et en mer (peinture, diluants...) sont formellement interdits.
Le carénage et l'entretien des navires se fera impérativement hors de la présente zone de mouillages autorisée et hors du périmètre de la réserve nationale naturelle de la Baie de l'Aiguillon, dans le respect de l'environnement.
Le bénéficiaire de l'autorisation devra informer obligatoirement les utilisateurs de la zone de mouillages des facilités ouvertes à proximité pour le carénage des navires.
Les zones les plus proches conseillées se situent en Charente-Maritime : il s'agit du « Corps de Garde » au Bourg Chapon et du port de Charron.
Pour l'application des dispositions des paragraphes a, b, c ci-dessus, le règlement de police, prévu à l'article 14 du décret 91-1110 du 22 octobre 1991, définira les conditions complémentaires

d'utilisation et de gestion de la zone de mouillages.

d) - Période annuelle d'exploitation : les mouillages seront exploités à l'année.
En application de l'article 17 du décret n°96-613 susvisé, et au vu de l'avis du comité consultatif de la réserve naturelle de la Baie de l'Aiguillon du 28 avril 2009, afin de ne pas générer une sur-fréquentation risquant de nuire à l'environnement de la réserve naturelle, notamment pour la période du 1er avril au 31 octobre, le nombre de postes de mouillage réservés aux navires de passage sera limité à cinq.

Le bénéficiaire, ou le gestionnaire, propose les services de la zone de mouillage aux usagers sous la forme de contrats dont les conditions générales et les tarifs sont visiblement affichés.
Il est tenu de mettre à disposition en permanence et d'entretenir à ses frais les mouillages qui sont réservés aux bateaux de passage.
Les usagers y sont admis dans l'ordre de leur inscription préalable ou à défaut dans l'ordre de leur arrivée.

e) Tarifs d'usage :
L'utilisation des mouillages est subordonnée au règlement par l'usager, du montant fixé par le tarif en vigueur, au titulaire de la présente autorisation ou à son sous-traitant désigné .

f) Gestion de la zone de mouillages et d'équipements légers : sous-traité d'exploitation :
Le titulaire de l'autorisation peut, avec l'accord du Préfet et dans la forme exigée par cette autorité, confier à un tiers l'exploitation de tout ou partie des ouvrages et outillages réalisés ainsi que de certains services connexes et la perception des redevances correspondantes.
Le titulaire de l'autorisation demeure toutefois personnellement responsable envers l'État et envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations qui lui sont imposées par le présent arrêté.
Aucune cession partielle ou totale de l'autorisation, aucun changement de permissionnaire ne peuvent avoir lieu, sous peine de déchéance, qu'en vertu d'une autorisation donnée par le Préfet.

ARTICLE 4 – DURÉE DE L'AUTORISATION :

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour une **durée de 15 ans à compter du 1er janvier 2011.**
Elle pourra être modifiée ou renouvelée sur demande du titulaire présentée au moins neuf mois avant l'expiration de la durée de validité de la présente autorisation.
La tacite reconduction est expressément exclue.
Le refus de renouvellement de l'autorisation n'ouvre droit à aucune indemnité.

ARTICLE 5 – REDEVANCE DOMANIALE :

La commune de Puyravault bénéficiaire de la présente autorisation versera à la Direction départementale des finances publiques de la Vendée une redevance annuelle.
Cette redevance sera indexée chaque année suivante en fonction de la variation de l'indice national des Travaux Publics (TP 02 - Ouvrages d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales) sachant que les derniers indices de référence TP 02 connus au 1er janvier 2011 étaient celui du 1er septembre 2009 avec une valeur égale à 630,60 et celui de septembre 2010 avec une valeur égale à 659,20.
La redevance (tarif unitaire par mouillage) sera actualisée chaque année au 1er janvier selon la formule suivante : $R_n = R_{(n-1)} \times I_{(n-1)} / I_{(n-2)}$
dans laquelle :

R n représente le montant de la redevance de l'année considérée
R (n-1) représente le montant de la redevance de l'année précédente
I (n-1) représente l'indice national des Travaux Publics TP 02 connu au 1er janvier de l'année considérée, date valeur au 1er septembre de l'année n-1
I (n-2) représente le même indice connu au 1er janvier de l'année précédente, date valeur au 1er septembre de l'année n-2.
La valeur prise en considération au 1er janvier 2010 étant de 57 € par mouillage, cela représentait un montant de 2508 € pour 44 mouillages au titre de l'année 2010.

La redevance globale pour 44 mouillages, actualisée au 1er janvier 2011, est de :
2508 € (montant n-1) x 659,20 (indice TP02 de septembre 2010) / 630,60 (indice TP02 de septembre 2009) soit 2621,70 € arrondis à 2622 €.
Le tarif unitaire par mouillages en 2011 est de 2621,70 € / 44 soit 59,90 € arrondis à 60 €.

Cette redevance annuelle est exigible d'avance, pour la première fois, dans les 10 jours suivant la notification qui en est faite au bénéficiaire de l'autorisation par le Directeur départemental des finances publiques de la Vendée.
La nouvelle redevance actualisée entrera en vigueur un mois après sa notification au bénéficiaire.
En cas de retard dans le paiement d'un terme, la redevance portera intérêt au taux légal quelle que soit la cause du retard et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

ARTICLE 6 – INFORMATION DE L'ADMINISTRATION :

Toute modification apportée aux installations de la zone de mouillages, ainsi qu'aux équipements décrits à la demande d'autorisation de zone de mouillages, ainsi que toute modification de la situation du bénéficiaire devra être signalée à l'administration et au conservateur de la réserve naturelle.
L'accord préalable du Préfet sera requis en cas de changement de gestionnaire de la zone de mouillages.

ARTICLE 7 – RÈGLEMENT DE POLICE :

La commune de Puyravault bénéficiaire de la présente autorisation est soumise au règlement de police de la ZMEL établi conjointement par le Préfet et le Préfet Maritime après consultation du maire.
Ce règlement de police devra définir les chenaux d'accès et les règles de navigation dans ces chenaux et au voisinage de la zone, les mesures à prendre pour le balisage de la zone de mouillages, les prescriptions relatives à la conservation du domaine, la sécurité des personnes et des biens, la prévention et la lutte contre les accidents et les incendies et contre les pollutions de toute nature.
Il est rappelé que le stationnement de tout navire est interdit dans la réserve naturelle en dehors de la présente zone de mouillages autorisée.
Au cas où la zone serait saturée, les navires non admis devront chercher un stationnement dans une autre zone de mouillage autorisée ou dans le port le plus proche.
Les informations sur le sujet devront être délivrées ou affichées par le titulaire de l'AOT ou le gestionnaire de la zone de mouillages.
Le règlement de police devra être annexé à la présente autorisation AOT pour la ZMEL.

ARTICLE 8 – RÈGLEMENT D'EXPLOITATION :

Au plus tard un mois après la notification du présent arrêté, le gestionnaire de l'autorisation de mouillages doit avoir mis au point les consignes d'exploitation de la zone de mouillages à l'égard des usagers et il doit les adresser à l'autorité chargée du contrôle.

Le règlement d'exploitation doit préciser les conditions d'utilisation des ouvrages et outillages, notamment en ce qui concerne les priorités d'amarrage et de mouillage en faveur de la navigation d'escale et de passage, la durée maximum de stationnement, les règles à observer par les navires durant leur séjour, les dispositions prises pour la lutte contre l'incendie ainsi que les mesures relatives à la conservation et la propreté du plan d'eau et la protection des navires.
Ces consignes seront portées à la connaissance des usagers et du public par voie d'affiches apposées à proximité des ouvrages et outillages en des emplacements agréés par l'autorité chargée du contrôle et par le conservateur de la réserve naturelle.
Le pétitionnaire fait imprimer et diffuser le règlement d'exploitation à ses frais.
Il est tenu de délivrer un certain nombre d'exemplaires à l'autorité chargée du contrôle, dès qu'elle le lui demande.
Les consignes établies seront renouvelées chaque fois qu'il est nécessaire.

ARTICLE 9 – CONSEIL ANNUEL DES MOUILLAGES :

Chaque année, un « conseil des mouillages » sera organisé par la commune de Puyravault.
Le gestionnaire du domaine public maritime (DPM) naturel de l'État y sera invité ainsi que les représentants de la réserve naturelle nationale de la Baie de l'Aiguillon et la commune voisine de Sainte Radégonde des Noyers.
Pourront y être associés les professionnels et organisations professionnelles.
Cette réunion annuelle aura pour objet de rendre compte de la gestion des mouillages sur le site.
Un compte-rendu sera adressé au service gestionnaire du DPM ainsi qu'aux autres participants.

ARTICLE 10 – OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ DU BÉNÉFICIAIRE :

Les dispositifs des mouillages et des équipements légers sont réalisés et maintenus en bon état sous la seule responsabilité du bénéficiaire.
La responsabilité de l'État ne peut être recherchée pour des dommages causés aux tiers ou au bénéficiaire dans le cadre de l'établissement ou de l'exploitation des équipements.
Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer sans délai le service chargé de la signalisation maritime de tout changement constaté dans la situation de la zone en matière de balisage. Le cas échéant, le balisage de la zone de mouillages et de ses accès sera réalisé, entretenu et surveillé par le bénéficiaire, selon les instructions de l'autorité compétente.
Le bénéficiaire doit contracter une assurance couvrant la responsabilité civile et les dégradations susceptibles d'être causées aux ouvrages et aux outillages.
Le bénéficiaire assure en outre par les moyens appropriés, soumis à l'agrément de l'autorité de contrôle, la sécurité publique et la salubrité des lieux.
La présente autorisation demeure par ailleurs assujettie aux dispositions générales du décret 91-1110 du 22 octobre 1991 ainsi qu'à celles régissant la réserve naturelle de la Baie de l'Aiguillon.
Les droits réels ne sont pas applicables au domaine public maritime naturel.

ARTICLE 11 – RAPPORTS AVEC LES USAGERS :

Les rapports du titulaire de l'autorisation ou du gestionnaire sous-traitant et des usagers sont régis par des contrats dont les conditions générales sont affichées, accompagnées des tarifs en vigueur, aux lieux où l'on accède normalement aux zones de mouillages et d'équipements légers.

ARTICLE 12 – DROITS DES TIERS :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés et l'État ne garantit aucunement le pétitionnaire contre l'éviction et tous autres dégâts qu'il pourrait avoir à subir.

ARTICLE 13 – PRÉCARITÉ DE L'AUTORISATION : CONDITIONS DE RÉSILIATION DE L'AUTORISATION :

Les autorisations d'occupation du DPM naturel de l'État sont toujours accordées à titre temporaire et révocables à tout moment.

La présente autorisation sera résiliée de plein droit, sans indemnité s'il n'en a pas été fait usage à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle elle a été accordée.

Elle pourra notamment être résiliée ;
- soit à la demande du Directeur départemental des finances publiques de la Vendée en cas d'inexécution des conditions financières,
- soit sur décision du directeur départemental des territoires et de la mer ou du représentant du Préfet de la Vendée chargé par délégation de la gestion du domaine public maritime en cas d'inexécution des autres conditions, sans préjudice s'il y a lieu, des poursuites pour délit de grande voirie.

Elle pourra plus généralement être résiliée dans tous les cas où le service chargé de la gestion du DPM le jugera utile à l'intérêt général dont il a la charge.

A partir du jour fixé pour la cessation de l'occupation, la redevance cessera de courir, mais les versements effectués seront acquis au Trésor.

La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans les cas où la présente AOT serait résiliée dans l'intérêt du domaine occupé ou pour des motifs d'intérêt général avant son échéance, le titulaire évincé pourra prétendre à une indemnité égale au coût des ouvrages existants sous déduction de l'amortissement calculé dans les conditions fixées à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 14 – REMISE EN ÉTAT DES LIEUX :

En cas d'expiration, de cessation, de retrait ou de révocation de l'autorisation, les équipements et installations établis par le titulaire de l'autorisation sur la zone de mouillage et d'équipements légers ou utilisés pour son exploitation doivent être démolis à la fin de l'autorisation et les lieux remis en l'état.
Toutes traces d'occupation et installations diverses devront être enlevées, qu'elles soient du fait ou non du bénéficiaire.
Ces opérations sont effectuées aux frais du titulaire. Celui-ci en informe le Préfet au moins deux mois avant le début des travaux.
En cas de non-exécution des travaux de démolition, il peut y être pourvu d'office aux frais du titulaire de l'autorisation, après mise en demeure restée sans effet dans le délai qu'elle a fixé.

Il n'est pas procédé à cette démolition :

- a) en cas de renouvellement de l'autorisation.
- b) si une autorisation nouvelle est accordée ; dans ce cas, l'obligation de démolition et de remise en l'état afférente à l'autorisation précédente est transférée au nouveau titulaire.
- c) si le Préfet notifie au titulaire de l'autorisation qu'il exige le maintien de tout ou partie des équipements et installations.
  Dans ce cas, l'État se trouve, à compter de cette notification, subrogé dans tous les droits du titulaire sur ces équipements et installations, qui doivent lui être remis en l'état sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre, ni à passation d'un acte.

Dans le cas où l'administration renoncerait en tout ou partie à leur démolition, les ouvrages, constructions et installations deviendront de plein droit et gratuitement propriété de l'État.

Le titulaire de l'autorisation demeure responsable des ouvrages et installations jusqu'à leur démolition complète ou jusqu'à leur remise à l'administration.

ARTICLE 15 – RECOURS CONTENTIEUX :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans le délai de deux mois à compter de la publicité ou de la notification de l'arrêté, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative.

ARTICLE 16 – IMPÔTS

Le bénéficiaire supportera tous les frais inhérents à la présente autorisation et tous les impôts, et notamment l'impôt foncier, auxquels sont ou pourraient être assujettis les mouillages et ouvrages exploités en vertu du présent arrêté.

ARTICLE 17 – DISPOSITIONS EXÉCUTOIRES : MESURES DE PUBLICITÉ, NOTIFICATION ET DIFFUSION DES COPIES DE L'ARRÊTÉ :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Vendée. Il sera également publié sur le site internet de la préfecture maritime de l'Atlantique. Une copie sera consultable auprès du service compétent de la direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée.
Les frais de publicité et d'affichage en mairie sont à la charge du titulaire du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté autorisant l'occupation temporaire du domaine public maritime pour une zone de mouillages et d'équipements légers au lieu-dit « Porte de l'Épine » sur le territoire de la commune de Puyravault sera adressée à :
- Monsieur le Directeur départemental des finances publiques de la Vendée (service France Domaine), en 3 exemplaires - un exemplaire sera notifié par ses soins au pétitionnaire
- Monsieur le Maire de la commune de Puyravault
- Monsieur le Président (ou Madame la Présidente) de l'Association loi 1901 désignée par la mairie pour la gestion de la zone de mouillages autorisée
- Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Vendée
- Monsieur l'Administrateur des Affaires Maritimes des Sables d'Olonne, directeur départemental des territoires et de la mer adjoint, délégué à la mer et au littoral de la Vendée,

- Monsieur le Directeur ou Madame la Directrice de la Réserve Nationale Naturelle de la Baie de l'Aiguillon,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

A BREST,
le 23 mai 2011

Le Préfet Maritime de l'Atlantique

A LA ROCHE-SUR-YON,
le 16 JUIN 2011

Le Préfet de la Vendée

Jean-Jacques BROT

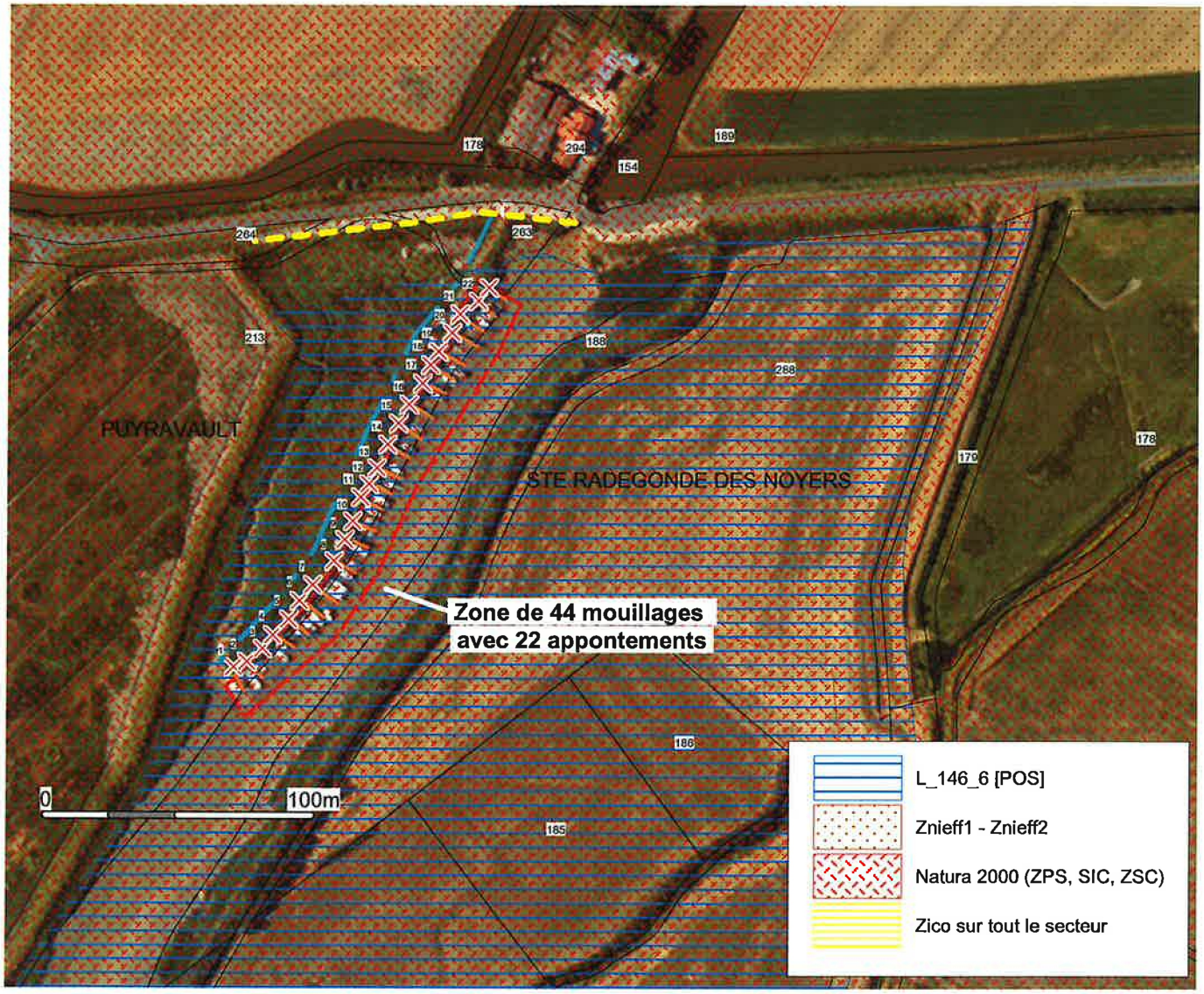
Le présent arrêté a été notifié le

Le Responsable de France Domaine,

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC MARITIME NATUREL DE L'ETAT

pour une zone de mouillages et d'équipements légers au lieu-dit
" Porte de l'Epine " sur la commune de PUYRAVAULT (85450)
au sein de la réserve naturelle nationale de la Baie de l'Aiguillon en Vendée

N



digue de la Prise à aménager avec des végétaux type graminées

cheminement piétonnier, de 1,50 à 2 mètres de large maximum, réservé aux usagers de la zone, aménagé sur géotextile naturel recouvert d'une couche de matériau coquillier concassé

zone de 44 mouillages sur l'étier, comprenant 22 estacades en bois, sur une emprise de 3800 m² (190 m de long sur 20 m de large)

Le 16 JUIN 2011

Le Préfet de la Vendée,

Jean-Jacques BROT

23 mai 2011

Le vice-amiral d'escadre Anne-François de Saint Salvy
Préfet maritime de l'Atlantique

Source : Ortho 2006 © IGN

PRÉFET DE LA VENDÉE

Direction départementale des Territoires et de la Mer de la Vendée

© DDTM de la Vendée - 01/2011 - DML / SGDML / UGP du DPM - mouillage puyravault.wor

www.developpement-durable.gouv.fr - www.agriculture.gouv.fr